

**SERVICE
CIVIQUE
D'AIDE AU
DEVELOPPEMENT**

**CIVIC SERVICE FOR
DEVELOPMENT AID**

LE SCAD : LIER SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Le Service civique d'aide au développement (SCAD) est un outil relatif à la formation professionnelle mis en œuvre à la demande de certains partenaires africains pour contribuer à la stabilité intérieure de l'État en liant la sécurité et le développement. Cet outil, déjà mis en œuvre dans plusieurs pays d'Afrique, s'inscrit parfaitement dans les objectifs de l'Initiative de solidarité africaine (ISA), qui vise à promouvoir des manifestations de solidarité africaine dans le cadre de la prévention des conflits et des sorties de crise.

Un contexte particulier...

De nombreux pays africains sont confrontés aujourd'hui à un double défi avec, d'une part des difficultés de formation professionnelle d'une jeunesse en très forte croissance et légitimement exigeante, et d'autre part des problèmes de développement, tant dans les centres urbains par manque de personnel qualifié aux métiers techniques, que dans de vastes zones à vocation agricole de plus en plus désertées. Parallèlement, les armées, souvent en sureffectif, cherchent parfois comment améliorer leur image auprès des populations.

C'est pour tenter d'apporter une réponse à cette équation complexe qu'une initiative relative à la formation de la jeunesse et à l'aide au développement, réalisée en environnement militaire, a été lancée il y a quelques années à Madagascar. Cette idée a aussi été exploitée sous d'autres formes par des pays comme Djibouti, la Tunisie ou le Mozambique. Au total, ces diverses expériences ont permis la mise au point du concept de Service civique d'aide au développement (SCAD). Il a pour objectif de contribuer à la formation professionnelle de la jeunesse et au développement du pays, tout en donnant aux forces armées l'opportunité d'y amener leur maîtrise organisationnelle et de contribuer à améliorer leur image au sein de la population.

Le SCAD...

Concrètement, il s'agit de proposer à de jeunes volontaires, filles et garçons, d'effectuer un service civique en environnement militaire comprenant d'abord une phase de formation professionnelle à un métier choisi. Puis s'enchaîne une phase d'application des compétences acquises au cours de laquelle les intéressés participent au développement du pays (grands chantiers nationaux, fermes d'État). Enfin, les jeunes formés sont insérés dans la vie économique du pays, les opportunités d'emplois ayant été pré-identifiées durant l'indispensable phase d'étude de faisabilité du projet.

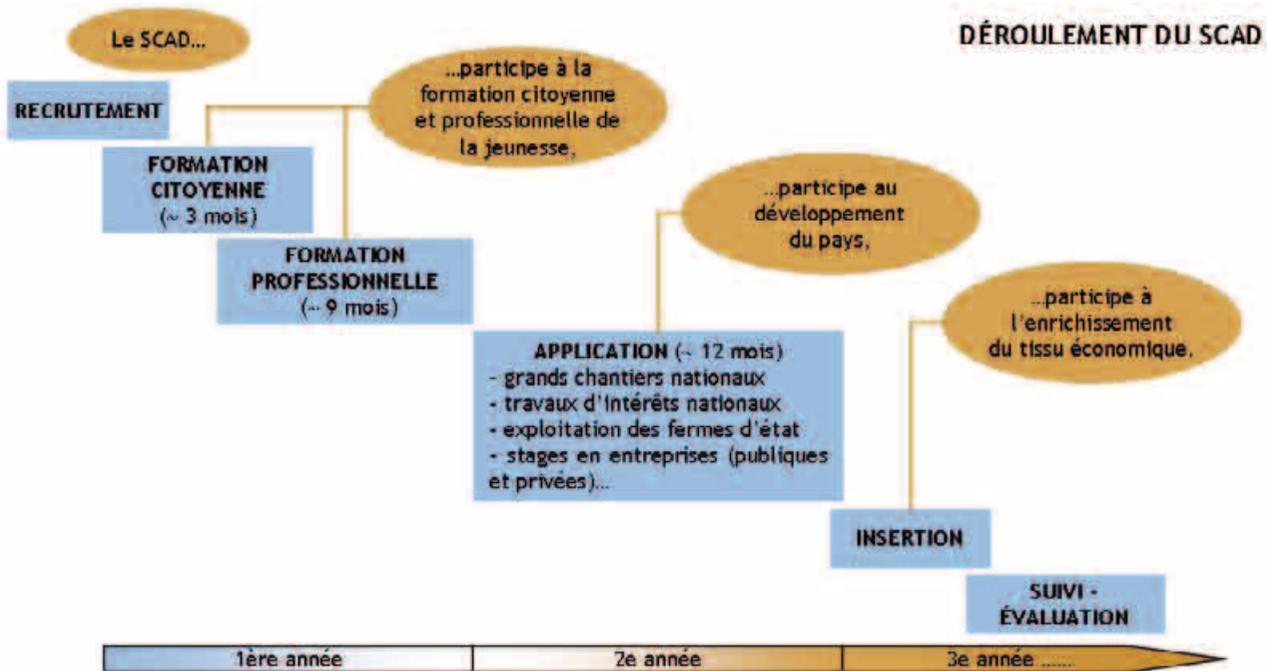
Les clés de la réussite...

Trois conditions préalables doivent être remplies avant de lancer le projet : d'abord, un soutien politique du SCAD au plus haut niveau de l'État, ensuite des capacités d'insertion réelles des jeunes formés dans le tissu économique local, enfin des soutiens financiers assurés avant le lancement du projet, dont l'ampleur nécessite l'engagement des bailleurs de fond.

Un outil de stabilité...

Si ce concept constitue ainsi un outil de prévention des crises, il peut parfois être également utilisé dans un contexte de sortie de crise. Dans le cadre de la prévention, il permet aux États d'apporter à des jeunes sans emploi ni qualification une formation professionnelle confirmée (agriculture, bâtiment...) et un emploi qui contribue directement au développement économique et renforce la stabilité. Dans le cadre de la sortie d'une crise, il est possible d'inscrire aussi les projets type SCAD dans un processus de « désarmement, démobilisation, réinsertion » (DDR), en ciblant comme bénéficiaires les jeunes soldats ou miliciens recrutés pendant la crise et qui doivent être démobilisés rapidement. Il faut alors mettre en place les structures d'accompagnement conséquentes.





THE SCAD: LINKING SECURITY AND DEVELOPMENT

The Civic Service for Development Aid (SCAD) is a tool related to professional education, implemented consequently to certain African countries' demand to contribute to their internal stability by linking security and development. This tool, already implemented in several African countries, is fully in line with the "African Peace and Solidarity Initiative" which aims to promote solidarity demonstrations toward Africa in the framework of conflicts prevention and end-of-crisis management.

A particular context...

Many African countries are currently facing a dual challenge. On the one hand, they have to deal with massive job training difficulties for a rapidly growing population of legitimately demanding young people. On the other, they face huge development problems for both urban centres with a lack of qualified staff in technical jobs, and in the vast agricultural areas that are increasingly abandoned. At the same time, the oft-overstaffed armed forces would like to improve the public's image of them.

In an attempt to solve this complex problem, a youth training and development assistance initiative was launched in a military environment several years ago in Madagascar. It was also adopted in other forms in countries including Djibouti, Tunisia and Mozambique. These wide-ranging experiences have all helped to develop the concept of Civil Service for Development Aid (SCAD). It aims to train young people and further the development of a country, while giving armed forces a chance to improve the public's image of them.

The SCAD...

In concrete terms, it offers young volunteers, both male and female, the chance to enter a civic service programme consisting of an adaptation period in military environment job training to a chosen profession. Upon completion, they are required to perform the job, for which they were trained to contribute to the development of the country (on large-scale national projects and state-owned farms, for example) before integrating the local economy, work opportunities being identified during the feasibility study for the project.

Key to success...

Three prerequisites must be met before launching the project: first, a political support at the highest government level, second, real capacity to integrate the young people trained into the local economy, and third, large-scale financial support from sponsors guaranteed before the project launch. Indeed, the scale of this project requires the commitment of donors.

A tool for stability...

If this concept is a crisis prevention tool, it can also be used in a post-crisis context. In a context of prevention, it allows states to provide young people without jobs or qualifications (agriculture, building trade...) an occupation that directly contributes to economic development and stability strengthening of the country. In a post-crisis context, SCAD can form part of a process of disarmament, demobilization and re-integration (DDR) targeting as beneficiaries young soldiers or militiaman who are often recruited during the crisis and who must be quickly demobilised.

Le SCAD peut venir en complément des processus classiques des Nations unies, notamment des programmes de DDR, qui eux s'adressent à des effectifs très importants. Dans le cas du SCAD, l'insertion à l'issue du service dans la vie économique locale se fait grâce à un travail méticuleux d'identification préalable des besoins des entreprises et du monde rural. Ainsi, le SCAD concourt à la stabilité nationale et peut aussi donner à l'outil militaire l'opportunité d'améliorer son image au sein de la population.

L'insertion, au cœur du SCAD...

L'insertion est l'élément central du SCAD. C'est à partir des capacités d'insertion qu'offre le pays que sera taillée l'ambition du programme. C'est la raison pour laquelle la question de l'insertion fait l'objet, en préalable de la réalisation du SCAD, d'une phase d'étude très sérieuse qui définira les conditions de faisabilité du projet et les effectifs qu'on peut espérer insérer. Le recrutement se fera sur ces données de façon à ce qu'aucun jeune ne soit laissé sur le bord de la route une fois le service civique effectué et la formation acquise. Dans ces conditions, chaque SCAD est unique car tenant compte de la situation et des conditions du pays dans lequel il se déroule.

Le soutien de partenaires...

Par ailleurs, le concept de SCAD est ouvert aux organisations internationales comme la Commission européenne (CE), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Bureau international du travail (BIT), la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale (BM). De même, les pays partenaires possédant une forte expertise en matière de formation professionnelle sont naturellement les bienvenus. Enfin, le SCAD est totalement ouvert au monde des entreprises privées... stages d'apprentissage, d'application, embauches, représentent l'indispensable complément du projet. Il est donc primordial que tous les futurs partenaires soient associés dès que possible au projet.

SCAD provides additional support and lightens the massive workload of the classic United Nations processes which must generally have large staffs in disarmament, demobilisation and reintegration programmes. In that case, insertion after civic service in the local economy is made through meticulous identification of business and agricultural needs. Therefore, SCAD could contribute to national stability and also give an opportunity to the military forces to improve their public image.

Integration, a central issue...

The integration is the key element of SCAD. The identification and consideration of a country's real integration capacity affect the outcome of the project. This is why the issue of integration is the main part of a serious study phase. It defines the feasibility conditions of the project and the number of young people trained in regard of integration capacity. Recruitment will be based on these data, so that no one should be left by the wayside once civic service and training completed. Under these conditions, every SCAD project is a unique case since considering the situation and conditions of the country in which it takes place.

Partners support...

In addition, the SCAD concept must financially draw on international financial instruments offered by international organisations such as the European Commission (UE), the United Nations Development Programme (UNDP), the International Labour Office (ILO), the African Development Bank (ADB), the International Monetary Fund (IMF) or the World Bank. At the same time, partner countries with a strong expertise in the field of professional training are more than welcome. At least the SCAD is completely open to the world of private companies... Apprenticeships, application period, employments are essential complements to the project. It is therefore paramount that all future partners are associated with the concept very early.



DES EXPÉRIENCES PROMETTEUSES, D'AUTRES À VENIR...

Trois pays d'Afrique ont à ce jour adopté le SCAD, soutenu par l'expertise française (Madagascar, Guinée, Côte d'Ivoire) ; d'autres envisagent de le faire à court terme ou réfléchissent à cette idée (Centrafrique, Comores, Togo, Sénégal, Niger...). D'autres États, enfin, ont développé leurs propres concepts, consacrant une partie de leurs forces de défense à la formation professionnelle de la jeunesse (Bénin, Tunisie, Tchad, Burundi, Djibouti...) et au développement du pays (Mozambique, Zambie...).

PROMISING EXPERIENCES AND MANY OTHERS TO COME

Three African countries have so far adopted the SCAD, supported by French expertise (Madagascar, Guinea, Côte d'Ivoire). Others are considering doing so in the short term or thinking about it (Central African Republic, Comoros, Togo, Senegal, Niger...). Finally, other states have developed their own concept, as they devoted a part of their defence forces to the training of young people (Benin, Tunisia, Chad, Burundi, Djibouti...) or to the country development (Mozambique, Zambia...).

SCAD Madagascar

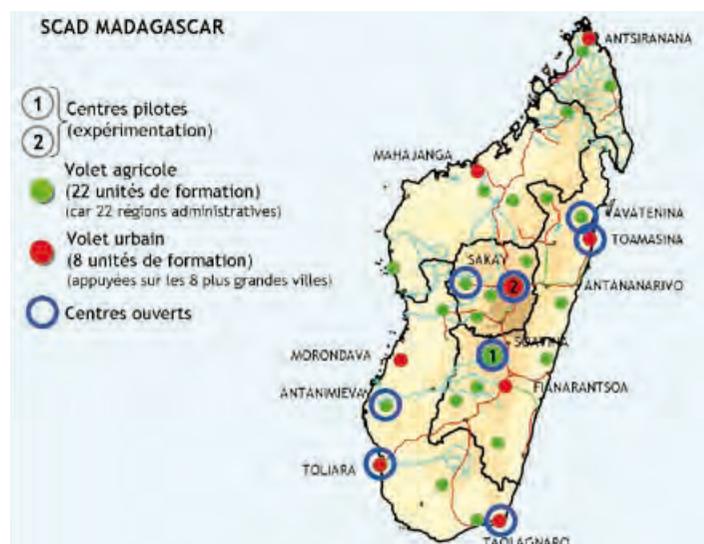
With the help of the French forces in La Reunion, a project of Military Service for Development Action (SMAD) was conducted to help integrate young volunteers into urban and rural environments after a period of training and work to further the development of the country. Rural integration warrants special attention. Every young person was given five hectares of land along with the basic equipment needed to establish a farm in his or her home country. Moreover, the work phase was focused on the villages around the distributed parcels of land to restore basic infrastructures such as schools and health clinics, repair wells and water piping, and redo the roads connecting the villages. This is a way to tangibly tackle the rural exodus problem which is of particular concern in this country.

Renamed SCAD in 2012 and despite the crisis that disrupted Malagasy administration and froze donors' commitments, this tool still exists with encouraging results. Today, 8 training centres exist and more than 800 young persons were trained and integrated in the local economy.

SCAD Madagascar

Avec l'aide des forces françaises de La Réunion, un projet de Service militaire d'action au développement (SMAD) a été mis en œuvre il y a quelques années, visant à insérer en milieu rural et urbain des jeunes volontaires, après une période de formation puis de travail au profit du développement du pays. L'insertion en milieu rural mérite une attention particulière. Chaque jeune se voit remettre 5 ha de terre et les équipements de base associés pour créer sa propre exploitation dans sa région d'origine. De plus, la phase d'application des métiers appris se concentre géographiquement d'abord sur les villages environnant les parcelles distribuées, pour réhabiliter les infrastructures de base des villages (écoles, dispensaires...), réparer les puits, les canalisations d'eau, refaire les pistes reliant les villages... Ainsi le phénomène d'exode rural, particulièrement inquiétant dans ce pays, est combattu concrètement.

Devenu SCAD en 2012 et malgré la crise qui a désorganisé l'administration malgache et gelé l'engagement des bailleurs de fonds, l'outil existe toujours et continue à se développer sur la grande île avec des résultats encourageants. À ce jour, huit centres de formation existent et plus de 800 jeunes ont été formés puis insérés dans le tissu économique local.



SCAD Guinée

Début 2011, les autorités guinéennes ont fait part de leur intérêt pour le concept de SCAD et ont demandé à pouvoir bénéficier de l'expertise de la France. Lancé en 2011, le projet a aujourd'hui débuté avec succès. Il est à noter que toutes les conditions sont réunies : une appropriation au plus haut niveau politique acquise dès l'origine, une mise en place rapide de financements guinéens importants, une étude complète de faisabilité pour s'assurer des capacités d'insertion du pays et un accompagnement dès l'été 2011 par un coopérant expert.

Le SCAD guinéen comprendra, à terme, deux volets de formation (rural et urbain). Tous les stagiaires ont et conservent un statut civil. Le cycle de formation est de 18 mois pour les stagiaires diplômés sans emploi et de vingt-quatre mois pour les stagiaires non diplômés ou déscolarisés. L'objectif à l'horizon 2014 est de disposer d'un centre SCAD dans chaque province du pays pour une capacité totale annuelle de 2 000 stagiaires.

Le centre pilote de Conakry a recruté début octobre une première promotion de 150 jeunes diplômés sans emploi, actuellement en formation civique et citoyenne. Ces stagiaires seront formés dans neuf métiers urbains différents.

SCAD Côte d'Ivoire

Au printemps 2011, la Côte d'Ivoire a fait part de son intérêt pour le concept de Service civique d'action pour le développement (SCAD). La DCSD a donc mené une étude de terrain qui a confirmé la faisabilité d'un tel projet. À l'été 2012, un coopérant a été affecté en Côte d'Ivoire pour accompagner le lancement concret du SCAD. À terme, l'objectif est de former et d'insérer durablement 3 000 jeunes chaque année.

Des projets similaires

La DCSD soutient par ailleurs plusieurs projets dont la finalité se rapproche de celle du SCAD par la mise en place de coopérants permanents et par le financement d'action de formation. Quelques exemples notables peuvent être cités :

– Le développement des centres de formation professionnelle en Tunisie est une priorité du gouvernement tunisien. Dès 2004, la DCSD a mis en place un coopérant issu du Service militaire adapté (SMA) français et a ainsi contribué à la mise en œuvre d'un premier centre de formation professionnelle à Beja. Celui-ci est aujourd'hui devenu un outil d'excellence au profit d'une population locale civile et militaire, et une véritable « vitrine régionale » auprès des autres pays de la zone. En décembre 2012, l'inauguration du centre de Gafsa est un nouveau succès de cette coopération. Ces deux premiers centres formeront à terme 320 jeunes civils et militaires chaque année.

– Au Tchad, un centre militaire d'instruction agricole (Ferme de Koundoul) a été ouvert en 2006 avec l'appui de la DCSD. Ce concept ambitieux vise à assurer la reconversion des militaires de l'armée tchadienne en cours de restructuration. La réorganisation de grande ampleur de l'armée tchadienne entamée par les autorités fin 2011 a conféré une importance nouvelle à ce projet en multipliant les centres grâce à de nouveaux bailleurs de fond.

– Au Burundi, la DCSD soutient l'école militaire des métiers de Muzinda. Son objectif est de développer des compétences professionnelles techniques utiles dans le cadre d'un programme « démobilisation, désarmement, réinsertion » (DDR). À terme, le Burundi souhaite lancer un projet d'armées de production dans lequel les militaires en activité travailleraient au profit des populations contre rétribution.





SCAD Guinea

Since the beginning of 2011, Guinean authorities showed an interest in SCAD concept and asked for a French expertise. Launched in 2011, this project starts successfully at this moment. All the keys to success are gathered: an appropriation at a high political level, a rapid and massive financing, a complete study of feasibility confirming integration capacities of the country and assistance provided by a French expert since summer 2011.

Eventually Guinean SCAD will include two training components (urban and rural). All trainees have and retain a civil status. The training course lasts 18 months for unemployed students with diploma and 24 months for non graduate or drop out trainees. The target for 2014 is to open a centre in each province of the country for a total annual capacity of 2.000 students.

In October 2012, the pilot centre of Conakry recruited a first class of 150 unemployed young graduates. They are currently following a civic training and will be trained in nine different urban occupations.

SCAD Côte d'Ivoire

In spring 2011, Côte d'Ivoire demonstrated interest in the concept of SCAD. DCSD led an audit mission that confirmed the feasibility of such a project. In summer 2012, a French expert was seconded in Côte d'Ivoire to support the concrete launch of the SCAD. Eventually, the objective is to train and integrate durably 3.000 young people each year.

Similar projects

The DCSD also supports several projects whose purpose is quite similar to the SCAD through the implementation of permanent French experts and the financing of training actions. Some examples could be quoted:

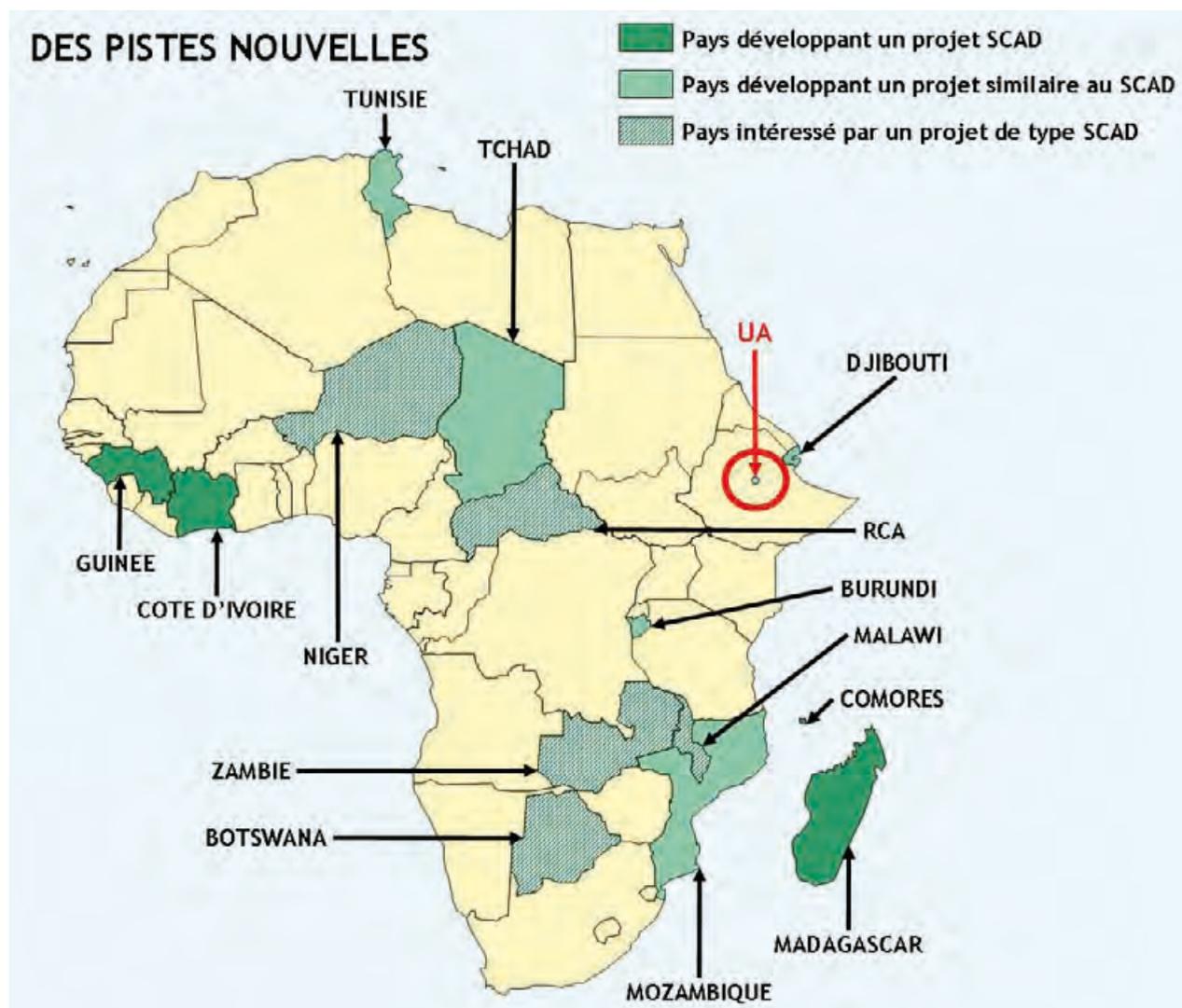
- Development of professional training centres in Tunisia is a government priority. Since 2004, the DCSD assigned an expert of the French adapted military service (SMA) to support the establishment and operation of the first training centre in Beja. It is now a recognised tool for the benefit of civil and military local population and also a real regional showcase for other countries of the area. In December 2012, the inauguration of the Gafsa centre is a new success of this cooperation. These two first centres will train 320 young civilians or militaries.

- In Chad, a military farm education centre was opened in 2006 with the DCSD support (Koundoul farm). This ambitious project aims to retrain military volunteers of the Chadian army which is undergoing restructuring. This major reorganisation of Chadian army which started last 2011 conferred a new importance to this project. Many other centres will be opened thanks to new providers of fund.

- In Burundi, the DCSD supports the military vocational school in Muzinda. Its objective is to develop technical and professional capacities, useful in a DDR programme. In the long-term, Burundi wishes to launch a project of "armies of production" in which soldiers would work for the benefit of populations for a consideration.

L'Union Africaine (UA) prend aujourd'hui à son compte le projet SCAD et entend en faire la promotion. Un séminaire international sur ce thème sera organisé par l'UA en mars 2013 en Guinée. Sous la présidence de l'organisation africaine et soutenu par la DCSD et l'OIF, il rassemblera les pays concernés, de près ou de loin, par l'idée SCAD ainsi que les potentiels bailleurs qui pourraient à terme s'associer au projet. Par la suite, l'UA pourrait, avec l'aide de l'expertise française, former une équipe de marque pour le projet, qui serait à la disposition des pays souhaitant développer un SCAD.

The African Union now assumes SCAD project and intends to promote it. An international seminar on this topic will be organized by the AU in March 2013 in Guinea. Under the chairmanship of the African organization and supported by the DCSD and the OIF, it will bring together the countries directly or indirectly concerned by the SCAD concept and potential providers of funds that could eventually join the project. Subsequently, the AU could form with the help of French expertise a work team in charge of promoting the project, which would be available to help the requesting countries to develop SCAD.



DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE
Sous-direction Questions Multilatérales et Sectorielles
Contact : 01.43.17.82.91
Adresse postale : 37 quai d'Orsay – 75700 Paris SP 07
Site internet :
www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense